

Politiques publiques et contributions politiques¹

Politiques publiques

Nous surveillons les questions de politique publique importantes qui pourraient toucher notre entreprise, les collectivités et la société dans tous les territoires où la Banque Toronto-Dominion et ses filiales (désignées collectivement par l'appellation la « TD » ou la « Banque ») exercent leurs activités. Ces questions comprennent celles que nous avons mentionnées dans notre analyse annuelle de l'importance relative, par exemple l'impôt, l'accessibilité et l'inclusion financières et l'abordabilité des logements.

Comme la TD exerce ses activités dans un secteur hautement réglementé, les changements apportés aux règlements et aux politiques régissant les services financiers nous touchent particulièrement; ainsi, nous sommes naturellement soucieux de contribuer à l'instauration d'un marché financier sain et viable. Puisque nous sommes motivés par un souci de transparence en ce qui concerne nos contributions politiques et nos interactions liées aux politiques publiques, toutes ces activités sont régies par nos politiques et procédures internes. De plus, le Comité de gouvernance du conseil d'administration supervise la stratégie de responsabilité d'entreprise

de la TD ainsi que ses résultats, élabore des principes de gouvernance d'entreprise, y compris le Code de conduite et d'éthique professionnelle, et formule des recommandations à ce sujet au conseil d'administration, en plus de recevoir des rapports portant sur les répercussions importantes des interactions de la TD en lien avec les politiques publiques.

La TD s'engage à se conformer à toutes les exigences de divulgation applicables relativement à ses relations avec les représentants du gouvernement et à l'ensemble des lois, règles et règlements qui les régissent. Les règles régissant ces interactions figurent dans la politique de conformité sur l'enregistrement des activités de lobbying (à l'échelle du gouvernement fédéral canadien) et la politique de lutte contre le trafic d'influence et la corruption de la TD.

Les employés et les administrateurs de la TD sont également tenus de lire le Code de conduite et d'éthique professionnelle de la TD, lequel comprend une section Cadeaux et activités de divertissement et une section Activités politiques et de bienfaisance, et d'attester qu'ils s'y conforment, ainsi que de suivre chaque année une formation portant sur le Code.

La TD prend part aux enjeux liés aux politiques publiques de différentes façons :

- Nous surveillons l'activité gouvernementale et les développements en matière de législation et de réglementation afin de rester informés des questions importantes.
- Nous dialoguons avec les élus, les fonctionnaires et les organismes de réglementation et de pression dans le but de les sensibiliser à la position de la TD.
- Nous participons aux processus pertinents d'élaboration des politiques (p. ex. consultations publiques et sectorielles) en offrant idées et expertise constructives, dans le but de contribuer à l'élaboration de politiques solides.

Relations gouvernementales au Canada

Au Canada, le service Affaires gouvernementales de la TD coordonne le dialogue de la Banque avec les élus et les fonctionnaires, ainsi qu'avec un grand nombre des associations sectorielles et des organismes de pression avec lesquels nous entretenons des relations. Le groupe Relations avec les autorités de réglementation de la TD collabore avec les organismes de réglementation au Canada et à l'étranger (sauf aux États-Unis).

La TD interagit surtout avec le gouvernement fédéral, dont relèvent toutes les opérations bancaires et nombre d'autres services financiers. La politique de conformité sur l'enregistrement des activités de lobbying de la TD satisfait à toutes les exigences fédérales en matière de divulgation des activités de lobbying. De plus, la TD fait rapport de toutes ses activités au Commissariat au lobbying du Canada, conformément aux exigences.

Relations gouvernementales aux États-Unis

Aux États-Unis, l'équipe Affaires gouvernementales et réglementaires gère les relations de TD Bank avec les organismes de réglementation, les élus et les autres employés gouvernementaux aux niveaux fédéral, étatique et local. Elle coordonne également les relations de TD Bank avec des associations professionnelles clés.

TD Bank^{MD}, America's Most Convenient Bank^{MD} (« TD Bank N.A. ») a adopté une politique complète en matière de cadeaux et de divertissements, et nous offrons une formation exhaustive sur l'éthique aux employés qui ont des relations avec les représentants gouvernementaux.

Politiques pertinentes de la TD

Politique de conformité sur l'enregistrement des activités de lobbying (interne)

Code de conduite et d'éthique professionnelle (partie 3, section K)

Politique de lutte contre le trafic d'influence et la corruption

Politique en matière de cadeaux et de divertissements (États-Unis)

1. Toutes les données sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.



Politiques publiques et contributions politiques¹ (suite)

Le tableau ci-dessous comprend un aperçu de certains des principaux sujets relatifs à l'engagement de la TD envers les gouvernements fédéraux, étatiques et locaux en 2024.

ENJEU	PUBLIC VISÉ	DÉVELOPPEMENTS MAJEURS ET POSITIONS OU ACTIVITÉS DE LA TD
Changements aux lois ou à la réglementation		
Community Reinvestment Act	Gouvernement des États-Unis	La TD collabore avec des associations professionnelles et les organismes de réglementation du secteur bancaire aux États-Unis en vue de moderniser la loi <i>Community Reinvestment Act</i> .
Services bancaires axés sur les consommateurs	Gouvernement du Canada	La TD participe à des discussions continues avec le gouvernement du Canada relativement au secteur des services financiers, plus particulièrement en matière de services bancaires axés sur les consommateurs.
Paiements	Gouvernement du Canada et Réserve fédérale américaine	La TD et Paiements Canada, ainsi que des fonctionnaires du gouvernement américain, prennent part à des initiatives de modernisation des systèmes et des règles de paiement qui sont essentiels à l'écosystème de paiements du Canada et des États-Unis.
Cybersécurité	Gouvernement du Canada et gouvernement des États-Unis	La TD et de hauts fonctionnaires du gouvernement du Canada et du gouvernement des États-Unis prennent part à des stratégies globales de cybersécurité afin de combattre les cybermenaces envers le secteur des services financiers.
Protection des renseignements personnels	Gouvernements du Canada, des États-Unis, des États et des provinces	La TD collabore avec plusieurs paliers des gouvernements au Canada et aux États-Unis qui cherchent à réformer leurs lois respectives en matière de protection des renseignements personnels afin d'offrir plus de transparence et de contrôle aux personnes sur la collecte et l'utilisation de leurs renseignements personnels.
Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)	Gouvernement du Canada	La TD collabore avec le gouvernement du Canada relativement aux politiques climatiques et à la finance durable, afin de déterminer la marche à suivre pour atteindre des émissions nulles de gaz à effet de serre d'ici 2050.
Exigences pour les services en français	Gouvernement du Canada	La TD collabore avec le gouvernement fédéral tandis qu'il envisage de nouvelles mesures législatives qui pourraient s'appliquer dans des régions comptant une forte population francophone à l'extérieur du Québec.
Actifs numériques	Gouvernement du Canada et gouvernement des États-Unis	La TD continue de surveiller les discussions des gouvernements et parmi les organismes de réglementation bancaire concernant les actifs numériques, y compris les cryptomonnaies stables, une monnaie numérique de banque centrale potentielle et les cryptomonnaies.
Lutte contre le blanchiment d'argent (LCBA)	Gouvernement du Canada et gouvernement des États-Unis	La TD travaille en collaboration avec les gouvernements fédéraux des États-Unis et du Canada pour mettre à jour les programmes de lutte contre le blanchiment d'argent.
Frais pour insuffisance de fonds	Gouvernement du Canada	La TD est en discussion avec le gouvernement canadien au sujet de changements proposés pour les frais imposés aux clients au Canada.

1. Toutes les données sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.



Politiques publiques et contributions politiques¹ (suite)

Contributions politiques en 2024

Canada

En 2024, les contributions politiques de la TD au Canada étaient conformes au niveau des années précédentes.

La TD a versé une contribution au parti au pouvoir et au parti de l'opposition officielle des provinces où les dons d'entreprise sont acceptés. À l'heure actuelle, huit provinces interdisent les contributions

des entreprises; par ailleurs, ces contributions ne sont pas non plus permises au palier fédéral. Nos contributions sont de nature non partisane, elles sont toutes consignées dans les archives publiques et peuvent être consultées sur le site Web des bureaux du directeur de scrutin provinciaux.

	2024	2023	2022
Fédéral	S. o.	S. o.	S. o.
Provincial	29 000 \$	29 000 \$	29 000 \$
Municipal	-	-	-
TOTAL	29 000 \$	29 000 \$	29 000 \$

États-Unis

La législation fédérale aux États-Unis interdit aux sociétés, incluant les banques nationales, de verser des contributions politiques aux candidats qui se présentent aux élections de niveau fédéral, étatique ou local. Toutefois, les contributions sont permises si elles sont versées dans un fonds distinct créé par les banques nationales et autres sociétés. Ces fonds sont connus sous le nom de comités d'action politique (PAC).

TD Bank N.A. a créé en août 2011 un comité d'action politique au palier fédéral, le PAC de TD Bank; les employés admissibles et intéressés peuvent y verser des contributions volontaires. Le PAC de TD Bank verse une contribution à des membres du Congrès qui soutiennent un secteur de services financiers vigoureux et des politiques économiques saines. Le PAC de TD Bank est de nature non partisane et est financé uniquement à l'aide de contributions volontaires des employés admissibles qui sont citoyens ou résidents permanents des États-Unis. Les contributions peuvent être versées au moyen d'un système de retenue salariale mis sur pied par TD Bank, N.A. Les activités quotidiennes du PAC de TD Bank sont supervisées par un conseil d'administration qui approuve où et à qui les contributions du PAC sont versées. TD Bank, N.A. ne gouverne aucun « super PAC », ne contribue pas à de tels PAC et ne gouverne aucun PAC au palier étatique.

Toutes les contributions émanant du PAC et versées aux candidats qui se présentent aux élections fédérales sont déclarées à la commission électorale fédérale et sont consignées dans les archives publiques.

En outre, les employés dont la contribution au PAC de TD Bank est égale ou supérieure à 200 \$ par année voient celle-ci déclarée et consignée dans les archives publiques. Pour en savoir plus sur le PAC de TD Bank, consultez la base de données de la Federal Election Commission. Un conseil d'administration assure la gouvernance du PAC conformément à ses statuts constitutifs. Celui-ci contribue à assurer une gestion adéquate du PAC de TD Bank et témoigne de l'importance que nous accordons à une gouvernance rigoureuse.

En 2024, le PAC de TD Bank a versé 399 000 \$ US à 100 membres du Congrès des partis démocrate, indépendant et républicain et à trois PAC du secteur des services financiers. Le PAC de TD Bank verse des contributions politiques qui sont permises par la loi fédérale et qui sont conformes aux lignes directrices strictes de la TD en matière d'activités liées aux politiques publiques et à leur promotion. Aucune contribution n'est versée dans le but d'obtenir un avantage déloyal ou inapproprié.

Autres pays

La TD n'a versé aucune contribution politique à l'extérieur du Canada et des États-Unis.

1. Toutes les données sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.



Politiques publiques et contributions politiques¹ (suite)

Adhésions et associations

La TD est également membre de diverses associations sectorielles qui peuvent avoir des interactions avec des représentants du gouvernement au sujet de questions liées au secteur des services financiers. Voici les principales organisations et associations professionnelles dont la TD est membre et qui peuvent faire du lobbying auprès des gouvernements.

En 2023, des frais annuels d'adhésion supérieurs à 50 000 \$ ont notamment été versés aux organismes suivants :

Adhésions au Canada	Adhésions aux États-Unis
<ul style="list-style-type: none">• Conseil canadien des affaires• Comptables professionnels agréés du Canada• Association des banquiers canadiens• Bureau d'assurance du Canada• Institut des fonds d'investissement du Canada• Association canadienne du commerce des valeurs mobilières• Ombudsman des services bancaires	<ul style="list-style-type: none">• American Bankers Association• American Financial Services Association• Bank Policy Institute• Connecticut Bankers Association• Consumer Bankers Association• Delaware Bankers Association• Electronic Transactions Association• Equipment Leasing and Finance Association• Florida Bankers Association• Institute of International Bankers• Institut de la finance internationale• Investment Company Institute• Massachusetts Bankers Association• Mortgage Bankers Association• New Jersey Bankers Association• New York Bankers Association• Pennsylvania Bankers Association• Securities Industry and Financial Markets Association• South Carolina Bankers Association• The Clearing House

Aux États-Unis, les associations commerciales fédérales font état chaque année à leurs membres du pourcentage des frais d'adhésion attribué aux dépenses liées aux activités de lobbying. Ces dépenses ne sont pas déductibles au sens de l'alinéa 162(e) de l'Internal Revenue Code (États-Unis). En 2024, le montant total des cotisations des adhésions aux États-Unis qui ont été allouées aux dépenses liées aux activités de lobbying pour la TD était de 463 740,73 \$ US.

Mars 2025

1. Toutes les données sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

